



PLAY
INTERNATIONAL

PLAY IT HUMAN



Ejo

L'éducation active et inclusive

Sénégal, Burundi, Libéria, Kosovo

PLAY International lance *Ejo*, un projet majeur d'éducation par le sport bénéficiant à plus de 80 000 enfants dans 4 pays.

4, c'est aussi le numéro de l'objectif du développement durable dans lequel s'inscrit cette initiative: l'éducation de qualité, fondement essentiel pour aider les populations locales à se doter des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes à leurs problématiques.

Ejo signifie « Demain » en Kirundi. Un clin d'œil au projet développé au Burundi ces trois dernières années qui nourrit cette logique d'essaimage. « Demain » fait aussi référence à l'ambition de PLAY International : aider à construire des sociétés plus inclusives et offrir la possibilité à chaque enfant d'être acteur de son avenir.

Entre 2019 et 2022, PLAY International et ses partenaires déploieront un projet éducatif collectif au Burundi, au Libéria, au Sénégal ainsi qu'au Kosovo. En s'appuyant sur des méthodes telles que la Playdagogie mais aussi en co-créant de nouvelles solutions à travers le Playlab, l'ONG entend contribuer à changer la façon dont le sport est utilisé par les acteurs de ces pays.

Le projet

Dans de nombreux pays, l'entrée tardive à l'école, ainsi que le fort taux de déscolarisation, obère la qualité d'une éducation pourtant indispensable à leur développement. L'efficacité de l'éducation y est également grevée par un environnement souvent inadapté: classes surchargées, temps d'instruction limité, climat social détérioré ou encore outils pédagogiques inadaptés.

L'accessibilité à une éducation de qualité est d'autant plus compliquée pour certains enfants : pour les filles, du fait du rôle que la société leur attribue, des violences sexuelles ou encore de grossesses précoces; pour les enfants en situation de handicap ou issus de minorités communautaires qui souffrent de discrimination.



Face à ces défis, PLAY International (PLAY) prend l'initiative de déployer un programme d'éducation par le sport visant à apporter des solutions au sein de 4 pays : le Burundi, le Sénégal, le Libéria et le Kosovo.

Le projet repose sur la création et la diffusion d'un programme pédagogique fondé sur la Playdagogie, méthode de pédagogie active et participative développée par l'ONG. Renforcés par d'autres méthodes, ces contenus seront diffusés à travers des programmes de formations, des kits thématiques, etc.

En capitalisant sur son expérience probante au Burundi depuis 2016 (projet AMEP, voir ci-après) il s'agira de déployer ce projet dans les secteurs de l'éducation formelle et informelle, en s'attachant à créer des passerelles entre les deux pour renforcer la continuité de la prise en charge éducative des enfants. Il s'agira, lorsque possible, de travailler sur l'intégration des méthodes socio-sportives dans les cursus de formation des enseignants et animateurs sportifs en collaboration étroite avec les pouvoirs publics.

Avec le soutien du Playlab, il s'agira d'engager une dynamique collective en matière d'innovation sociale à travers le développement d'un incubateur pour les organisations de la société civile locale en Afrique de l'Ouest; une action recherche pour évaluer l'impact du projet, en collaboration avec un laboratoire universitaire.

L'IMPACT SOCIAL A HORIZON 2022

Plus de 80 000 enfants, dont **40% de filles** qui acquièrent une **meilleure compréhension des enjeux de scolarisation**, des connaissances liées aux savoirs fondamentaux et compétences de vie liées à l'inclusion de leurs pairs en situation de **vulnérabilité**.

Plus de 1000 professionnels éducatifs formés qui acquièrent des **compétences** permettant de déployer des séances de jeux socio-sportifs et de Playdagogie reconnues officiellement par les Ministères des Sports, et de l'Education nationale.

Plus de 15 institutions et associations locales s'inscrivent dans une dynamique d'intégration du sport comme outil d'éducation au sein de leurs dispositifs.

Les fondamentaux

LE PROJET AMEP

De 2016 à 2019, l'ONG a mis en œuvre au Burundi un projet d'accès et de maintien des enfants à l'école grâce à la Playdagogie. 15 000 enfants et 230 professionnels éducatifs ont bénéficié des 21 000 séances socio-sportives mises en place, traitant du genre, du handicap et de la pauvreté dans une dynamique d'inclusion sociale et de réussite scolaire.

94% des enseignants ont jugé positif l'impact de la Playdagogie sur le comportement des enfants.

80% des autorités locales interrogées estiment utile le travail des animateurs avec les enfants à fort besoin de protection.

LA PLAYDAGOGIE

Depuis le début des années 2000, PLAY conçoit et développe sa méthode de pédagogie active et participative, la Playdagogie. Modélisée en France à partir de projets développés notamment en Bolivie, elle utilise le jeu sportif comme support éducatif. Dans le secteur périscolaire, elle transmet des messages de prévention afin de faciliter l'acquisition de nouvelles connaissances. Dans le milieu scolaire, son ambition est de sensibiliser les enfants et de contribuer à leurs changements de mentalité. Produits d'un travail collectif, les contenus pédagogiques (fiches thématiques, séances, annexes) sont co-crédés avec les partenaires opérationnels (professionnels de l'éducation et de l'animation), institutionnels et scientifiques de PLAY.



LE PLAYLAB

Le Playlab, créé par PLAY International, est le premier dispositif collectif et international dédié à l'innovation sociale par le sport. Son rôle est de favoriser l'émergence et le renforcement de solutions nouvelles ou existantes qui utilisent l'activité physique ou le jeu sportif pour répondre aux défis sociaux, éducatifs et sanitaires. Il a pour ambition de :

- Faire émerger collectivement de nouvelles solutions et les partager
- Accompagner des porteurs de projet innovants afin de renforcer leur impact
- Fédérer un écosystème d'acteurs internationaux

Pour ce faire, le Playlab dispose de leviers d'actions modélisés au service de la co-création de contenus, de l'incubation et l'accélération de porteurs de projet ou encore de l'action-recherche pour croiser les apports scientifiques et de terrain.

En 2018 par exemple, le Playlab a développé avec la Commission Européenne et la Mairie de Paris un incubateur destiné à renforcer les solutions de 7 porteurs de projets européens en matière d'inclusion sociale des populations réfugiées et demandeuses d'asile.

Les approches opérationnelles et pédagogiques

DIAGNOSTICS DE TERRAIN ET CO-CREATION DE CONTENUS PÉDAGOGIQUES

Des études diagnostiques sont réalisées par des experts thématiques de chaque pays, permettant de comprendre les vulnérabilités prégnantes vécues par les enfants. Les jeux socio-sportifs déjà déployés au Burundi seront adaptés aux nouveaux contextes d'intervention. Des contenus traiteront spécifiquement des violences, dont les violences basées sur le genre, et des problématiques vécues par les enfants en situation de migration ou de déplacement. La co-création de chaque séance rassemble des acteurs interdisciplinaires, experts thématiques, institutions, associations. Ils seront testés sur le terrain puis validés. Pour prévenir l'échec scolaire et apporter un perfectionnement des savoirs fondamentaux, des séances répondant aux savoirs mathématiques appris en classe, et déclinés en forme de jeux sportifs et éducatifs, permettront de rendre cet enseignement plus concret et ludique.

FORMATION DES PROFESSIONNELS ÉDUCATIFS

Enseignants et animateurs sont les acteurs principaux du développement de l'enfant. Leur seront proposées des sessions de formation pour l'acquisition de compétences en éducation par le sport, validées par le Ministère de l'Education, ou faisant l'objet de certification officielle co-signée avec le Ministère des Sports ou Faculté des Sports. En plus d'un cursus de formation continue ainsi validé par les institutions, PLAY souhaite investir le champs de la formation initiale, formant des formateurs, ciblant alors les futurs enseignants et animateurs, pérennisant de fait son action.

La formation se poursuit sur le terrain, par le suivi rapproché de PLAY et de ses partenaires de la qualité des activités proposées aux enfants.

DÉPLOIEMENT DES ACTIVITÉS

Les séances de Playdagogie destinées aux enfants de 8 à 15 ans sont conçues pour être accessibles aux enfants sur le temps scolaire, tout comme sur le temps d'activité en dehors de l'école. C'est ainsi que le projet entend inclure un public large comprenant les filles, également des enfants affectés par une situation de migration ou de déplacement, ou de handicap. Ces activités d'éducation au vivre ensemble par le sport visent donc pour ces publics également leur inclusion scolaire et sociale.

EVALUER L'IMPACT

En s'associant à un laboratoire de recherche afin de travailler sur trois années avec un doctorant orientant sa thèse sur la thématique de l'éducation par le sport, le présent projet s'ancre ainsi dans une démarche d'action-recherche/recherche-action.

Ce partenariat scientifique permettra d'analyser les dispositifs pédagogique et de projet déployés, les méthodologies d'adaptation des contenus socio-sportifs et de Playdagogie, et d'essaimage à d'autres contextes.

Cette démarche doit également permettre d'élaborer et mutualiser des outils M&E pertinents à déployer sur les 4 pays d'intervention, permettant de mesurer les indicateurs proposés.

La prise en charge des enfants vulnérables

Parmi les 80 000 enfants qui participent aux activités socio-sportives sur le temps du projet, certains particulièrement vulnérables feront l'objet d'une attention particulière. Les enfants réfugiés, ou impactés par une situation de déplacement, filles et jeunes femmes, enfants en situation de handicap, enfants victimes de violences, dont les violences sexuelles, sont les plus exclus de tout apprentissage formel ou informel.

Le projet propose ainsi d'utiliser le sport pour éduquer l'ensemble des enfants en priorité sur ces thématiques permettant in fine l'inclusion des publics spécifiquement vulnérables dans leur communauté, et garantissant un apprentissage continu et qualitatif, comme leur accès ou maintien sur les bancs de l'école.

PLAY s'entourera de structures expertes de chacune de ces thématiques pour définir l'environnement dans lequel évoluent ces enfants vulnérables, et comprendre les leviers à actionner pour briser ces freins à une éducation de qualité.

PLAY capitalise sur des séances de Playdagogie éprouvées au Burundi, sur le genre, le handicap, la pauvreté, la sexualité et grossesses précoces chez les adolescents, et les adaptera à chaque contexte d'intervention. Des séances additionnelles sur les migrations et déplacements, les violences dont celles basées sur le genre seront co-crées.

Animateurs et enseignants pourront ainsi aborder ces sujets en prévenant et sensibilisant l'ensemble des enfants participants aux activités.

Par ailleurs, ces professionnels éducatifs seront formés aux techniques de référencement des enfants à besoins de protection, ou risque de déscolarisation. Ils transmettront ces données à des Assemblées communautaires, constituées d'autorités locales, de professionnels éducatifs, de parents, parfois même d'enfants. Ainsi ces assemblées seront à même de traiter collectivement chaque cas, d'accompagner ces enfants et leurs parents et d'assurer leur inclusion locale et leur retour ou accès à l'école.

35 séances de Playdagogie et socio-sportives sur les thématiques du genre, du handicap, de la pauvreté, des violences et de la migration.

15 assemblées communautaires actives assurant la prise en charge des enfants vulnérables



Promouvoir l'inclusion des filles

Des jeux socio-sportifs cibleront spécifiquement les freins à la scolarisation ou à la réussite scolaire des filles, et aborderont notamment les violences basées sur le genre, dont les violences sexuelles.

L'ensemble de ces séances socio-sportives seront déployés avec un public mixte de filles et de garçons, favorisant ainsi l'éducation à l'égalité de genre.

Le projet s'assurera que **30% des animatrices sportives formées soient des femmes**, leur permettant d'accéder à des missions souvent caractérisées de masculines, et renversant ainsi la place traditionnelle de la femme encore peu présente sur les animations sportives, en leur fournissant compétences nouvelles et opportunités d'autonomisation.

Le projet encouragera les clubs de jeunes, en priorité de jeunes filles, permettant à ces « championnes » d'aborder avec leurs pairs dans un contexte sécurisé des sujets sensibles entravant la réussite scolaire ou l'accès à l'école, tels que les grossesses précoces ou les violences basées sur le genre.

Ces clubs seront appuyés à l'organisation d'évènements citoyens, sur lesquels pourront intervenir des Ambassadrices, prêtant leur image et notoriété pour assurer l'attention du public.

Plus de 30 000 filles bénéficiaires.

Création de plus de 10 clubs de jeunes administrés par des filles engagées pour la promotion de l'égalité filles-garçons.



Collaborer avec la société civile et les institutions publiques



IMPACT:

Au moins **10 organisations de la société civile déploient en autonomie** des activités socio-sportives aux enfants à l'issue du projet. Un **module de formation initiale** aux méthodes socio-sportives est créé, au moins **4 institutions** témoignent d'un intérêt à l'intégrer à leur dispositif.

Faire émerger un écosystème d'acteurs associatifs locaux capables de travailler de concert pour promouvoir l'outil sport comme un puissant outil d'éducation des enfants est une dynamique inhérente à ce projet. Ainsi PLAY n'a pas vocation à déployer le projet uniquement par lui-même; mais en s'intégrant au mieux dans le tissu associatif de chaque pays.

Au moins 10 organisations de la société civile partenaires bénéficieront d'activités de renforcements de leurs compétences pédagogiques, afin de proposer des activités socio-éducatives aux enfants.

Un appui structurel de ces organisations est prévu, comprenant également leur capacité à lever des subventions, en vue de leur pérennisation au-delà du projet, pour s'assurer de leur capacité à déployer des programmes d'éducation par le sport en autonomie.

INVESTIR LES DISPOSITIFS DE FORMATION INITIALE ET CONTINUE POUR DÉMULTIPLIER L'IMPACT SOCIAL

PLAY travaillera avec les Ministères de l'Education nationale et Ministères des Sports, avec lesquels des conventions de partenariats seront signées, cadrant relations et engagements de chacun. L'ONG travaillera avec leurs représentants à la création d'un module de formation initiale, permettant aux futurs enseignants et animateurs sportifs de maîtriser les méthodes d'animation socio-sportives.

Incubateur d'organisations de la société civile

Un projet dans le projet : l'incubateur *Ejo* sera basé à Dakar et aura pour mission d'accompagner plus de 3 porteurs de projets innovants et de répliquer des dispositifs en matière d'éducation par le sport en Afrique de l'Ouest. L'objectif est de contribuer à l'émergence d'un écosystème d'acteurs travaillant collectivement pour positionner le sport comme un puissant outil d'éducation et d'inclusion sociale.

L'accompagnement se focalisera notamment sur les modèles pédagogiques et opérationnels des organisations sélectionnées.

L'accompagnement se déroulera en trois étapes:

- Un diagnostic permettant d'identifier les acteurs et initiatives à fort potentiel.
- Un renforcement collectifs et individuels des projets retenus.
- Une évaluation et un processus de modélisation des projets afin de faciliter le changement d'échelle de ces initiatives.

La réplication des dispositifs expérimentés au Sénégal se matérialisera par :

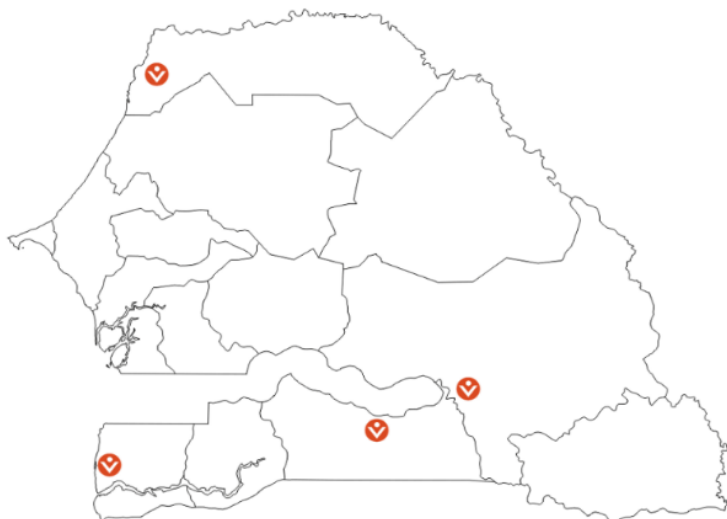
- la diffusion d'un modèle de formation initiale à l'animation sportive socio-éducative
- la promotion et le partage des contenus pédagogiques créés et implémentés.

La création d'un incubateur pour soutenir le développement de projets d'éducation et d'inclusion par le sport à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest.

Plus de 3 organisations sont accompagnées pour mettre en œuvre leur projet innovant et pour les modéliser en vue d'un changement d'échelle

Plus de 3 pays valident et expérimentent la formation certifiante en animation socio-sportive

SÉNÉGAL



Bénéficiaires

24 300 enfants de 8 à 15 ans

310 professionnels éducatifs formés

12 membres des équipes des partenaires du projet formés aux techniques et méthodes de pédagogie et de formations portées par le projet.

Au moins **12 cadres formateurs des ministères et de leurs structures décentralisées formés** en continu

Partenaires Locaux

Futur au Présent (FAP)

Association de Solidarité Sportive, Culturelle et Artistique Nationale (ASSCAN)

Budget - Oct 2019 - 2022

1 100 000€

CONTEXTE

Bien que la scolarisation soit obligatoire depuis 2003, le taux de déscolarisation chez les 6-16 ans s'élevait en 2016 à 37%. Sur un effectif de plus d'1.4 millions d'enfants repérés « hors du système », 78,6% n'avait jamais été scolarisés (USAID 2016). Selon cette même source, plusieurs facteurs sont en cause. La question de la réussite scolaire, comme par exemple à Ziguinchor, région ciblée par le projet, où 7% des 6-11 ans auraient décrochés pour cause d'échecs répétitifs. Les enfants en situation de handicap, de mariage ou grossesse précoces voient également leurs chances de scolarisation diminuées. 68% des enfants hors du système scolaire âgés de 6 à 11 ans fréquentent un daara – on parle alors d'enfants talibés. La qualité de l'enseignement proposé échappe à toute norme de qualité. Autre phénomène, les enfants des rues réduits à la mendicité.

De plus le gouvernement reconnaît de fortes disparités régionales en matière de qualité de l'éducation. De façon générale, les régions hors de Dakar et de sa périphérie immédiate, plus difficile d'accès, ne bénéficient pas des tentatives d'améliorations impulsées par le Ministère. Malgré un système décentralisé en place, la région Casamance reste systématiquement indiquée comme vulnérable sur les plans éducatifs.

ACTIVITÉS

Le projet propose de dérouler les activités de façon progressive, en démarrant sur les communes de Ziguinchor et Saint-Louis, puis en proposant un essaimage à deux régions additionnelles pour chaque zone ; Kolda et Tambacounda pour la Casamance, et deux autres zones de Saint-Louis et de sa périphérie. Cette démarche permet de s'appuyer sur les structures régionales décentralisées du ME, qui seront également décisionnaires de ce déploiement.

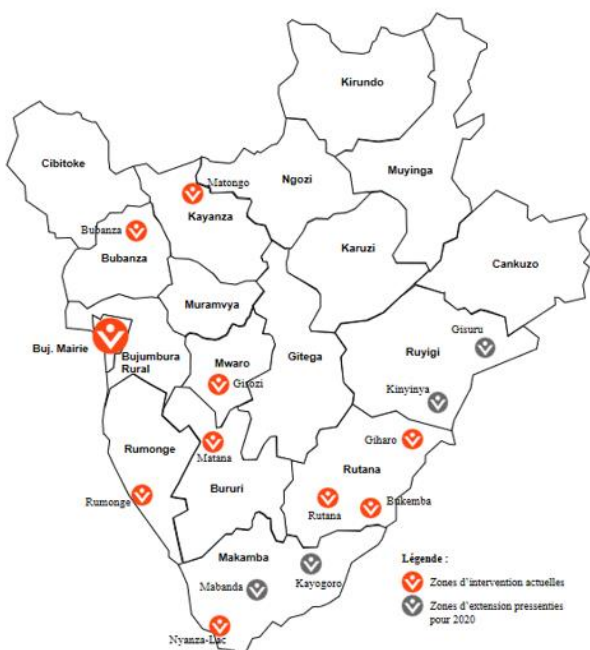
Dans sa dimension d'éducation non-formelle, le projet développe un double dispositif extra-scolaire et périscolaire. Il s'agira en extra-scolaire de s'appuyer sur les animateurs et infrastructures des Associations Sportives et Culturelles (ASC) et clubs sportifs locaux. Dans sa dimension périscolaire, le projet prévoit de rassembler et former animateurs et enseignants pour proposer aux enfants au moins 2 après-midi d'activités par semaine en parallèle des temps d'instruction formel.

Pour son volet d'éducation « formelle », le projet propose des activités de formation d'enseignants et de déploiement des activités socio-sportives aux enfants dans l'enceinte scolaire.

Comme dans chaque pays, des comités de professionnels éducatifs réunissant animateurs et enseignants seront organisés dans une démarche de partage d'expériences, de traitement des cas de vulnérabilités et de déscolarisation identifiés.

Un incubateur régional pour l'Afrique de l'Ouest est établi à Dakar afin de soutenir les activités de modélisation d'une formation certifiante en animation socio-sportive et de favoriser l'émergence et l'accompagnement d'au moins 3 projets innovants en faveur de l'éducation par le sport des plus vulnérables

BURUNDI



Bénéficiaires

25 590 enfants de 8 à 15 ans

308 professionnels éducatifs formés

3 à 5 OSC locales incubées et renforcées

16 cadres formateurs des Ministères de l'Education nationale et de la formation technique et professionnelle (MENFTP) et du Ministère Culture et Sports (MCS) formés

Partenaires Locaux

Association des Animateurs Socio-Sportifs pour la Promotion des Droits de l'Enfant (ASSOPRODE)

Association pour la Promotion de la Fille Burundaise (APFB)

Budget - Oct 2019 – 2022

1 110 000 €

CONTEXTE

Le Burundi connaît un large problème de qualité de l'environnement éducatif. Le système de gratuité de l'enseignement primaire initié depuis 2005 a permis d'augmenter les effectifs mais a empiré les conditions de travail des enseignants. Le nombre moyen d'élèves a augmenté jusqu'à atteindre parfois plus de 100 élèves par classe, d'où l'instauration de la double vacation. Par ailleurs, le processus de décentralisation n'est aujourd'hui pas optimal et conduit à des disparités et inégalités selon les régions.

En 2018, 81% des élèves sont entrés tardivement à l'école, c'est-à-dire après l'âge prévu d'entrée dans le cycle fondamental (6 ans). Environ 37% ont 2 ans de plus que l'âge légal. Par ailleurs, 23% des 6-14 ans ne sont pas inscrits dans le système scolaire. Cela est notamment expliqué par la vulnérabilité économique des enfants burundais, dont 74% vivrait sous le seuil de pauvreté (UNICEF).

ACTIVITÉS

Tout en s'inscrivant dans la ligne directrice d'ensemble du projet, le volet Burundi s'appuie sur les Centres pour jeunes (CJ) pour se déployer. Les contenus pédagogiques co-crés portent sur les facteurs de vulnérabilité ou de discrimination à l'encontre des filles mais également des enfants rapatriés. Par ailleurs, les animateurs, bénévoles, sont appuyés dans leurs insertions professionnelles. Deux OSC seront identifiées afin de proposer aux enfants des activités culturelles et socio-éducatives complémentaires.

Le projet vise également au développement d'activités « d'écosystème ». Comme dans chaque pays, des comités de professionnels éducatifs réunissant animateurs et enseignants seront organisés dans une démarche de partage d'expériences, de traitement des cas de vulnérabilités et de déscolarisation identifiés. Des Assemblées Communautaires réunissant les référents de la municipalité, de parents d'élèves, de référents enseignants et animateurs socio-sportifs, d'OSC locales, de Centre de Développement Familial et Communautaire seront appuyées et outillées pour dialoguer avec les parents des enfants non scolarisés ou à risque de déscolarisation. Des OSC seront renforcées dans leur capacité pour proposer des activités socio-éducatives et pérenniser ainsi les actions de PLAY. Enfin, des Ateliers dédiés réuniront les Ministères de l'Education nationale, des Sports, et des communes, pour la planification de l'appropriation des méthodologies de projets et pédagogiques.

LIBERIA



Bénéficiaires

6 500 enfants de 8 à 15 ans

90 professionnels éducatifs formés

1 à 2 OSC locales incubées

Au moins **6 cadres des institutions au niveau des districts et/ou comté formés.**

Partenaires Locaux

Mercy Corps (MC)

Budget - Oct 2019 - 2022

400 000€

CONTEXTE

Le Libéria est le pays ciblé par le projet affichant le plus faible taux net de scolarisation, inférieur à 40% dans le primaire (UNESCO). Le Getting to the Best Education Plan Sector Plan 2017-2021 fait un constat alarmant sur la situation du système éducatif libérien.

Le taux d'achèvement du primaire est estimé à 59% et tombe même à 20% pour les filles. Au-delà des facteurs communs à tous les pays du projet, trois doivent être particulièrement mis en avant pour le Libéria. Le travail des enfants qui touche 20% des mineurs du pays, les violences sexuelles endémiques dans le milieu scolaire et la question de l'âge des élèves, en 2015, plus de 80% des élèves étaient plus âgés que l'âge indiqué pour leur niveau scolaire.

Par ailleurs, les enseignants sont souvent formés rapidement et souffrent de rémunérations faibles et instables provoquant un phénomène « d'enseignants fantômes », ces derniers abandonnant leur poste afin de se tourner vers des activités plus lucratives. Symbole du niveau critique des élèves, en 2014 les élèves de 3ème année de primaire n'étaient capables de lire que 20 mots par minute contre 54 comme objectif.

ACTIVITÉS

Dans son ensemble, le volet Libéria suit la cohérence globale du projet.

Du fait du non-déploiement d'une mission de PLAY International, un dispositif partenarial de portage administratif et financier est appliqué au travers du partenaire local Mercy Corps. Le projet prévoit également un démarrage en différé de 6 mois par rapport aux activités prévues dans les autres pays afin de construire et bénéficier des acquis déjà obtenus sur les autres terrains de déploiement, notamment en matière de contenus pédagogiques qui seront adaptés. Les activités seront initiées d'abord au niveau du comté de Grand Bassa, ciblant deux cohortes de 25 animateurs et de 20 enseignants, avant d'être essaimées au comté de Riverces, ciblant deux nouvelles cohortes.

Afin de valider la cohérence des ambitions de PLAY avec le contexte local libérien, une mission exploratoire sera organisée dès le lancement du projet.

KOSOVO



Bénéficiaires

29 420 enfants de 8 à 15 ans

338 professionnels éducatifs formés

Au moins **8 cadres formateurs** des départements de l'éducation et de la jeunesse des municipalités ainsi que **8 formateurs** des facultés de l'éducation et de l'éducation physique de l'Université de Pristina et/ou du Kosovo Education Center formés

Partenaires Locaux

Balkan Sunflower Kosovo (BSFK)

The Ideas Partnership (TIP)

European Center for Minority Issues (ECMI)

Budget - Oct 2019 – 2022

607 000€

CONTEXTE

Au Kosovo le taux de scolarisation dépasse les 95%, mais chute à 84,5% au moment du passage au secondaire selon les autorités du pays. Cette tendance s'explique par un climat de vulnérabilité économique impactant pour les jeunes. Ainsi, 13,4% des enfants kosovars doivent combiner école et travail (US Department of Labour).

Les enfants issus des minorités Roms, Ashkali, Egyptiennes (RAE), n'ont à 96% pas fini le cycle scolaire obligatoire dans le pays (COMPASS). De même, la scolarisation des enfants serbes, dans des écoles spécifiques placées sous l'autorité du Ministère de l'Education et des Sports serbe révèle les lacunes du dispositif d'intégration des minorités au système éducatif kosovar.

Selon une étude PISA (2015), le Kosovo se classe comme l'un des cinq derniers pays du monde en termes de niveau de ses élèves dans le primaire. Au-delà des punitions corporelles toujours pratiquées et acceptées à l'école, des violences sont aussi présentes entre les jeunes du fait d'un environnement communautaire et éducatif clivant fournissant peu d'opportunités de contacts et d'échanges entre les communautés. Enfin, la qualité de l'enseignement connaît un manque d'investissement traduit notamment par l'absence de contrôles techniques.

ACTIVITÉS

Le projet entend s'appuyer sur la mission de PLAY établie depuis 2002 et ses partenaires afin de proposer des activités au sein de plusieurs municipalités. Il en cible 4 dans une première phase de déploiement (Shtime, Obiliq, Fushe Kosovo et Lipjan) dans lesquelles PLAY est active depuis plusieurs années, les activités de diagnostic permettant d'en identifier 4 à 8 autres.

Un double dispositif d'éducation non-formelle est prévu, s'associant avec des clubs sportifs et des learning centers, et conservant une cohérence de déploiement avec le projet au global, en déployant également des activités dans le secteur formel via les écoles.

Il en est de même pour les activités dites « d'écosystème », comme dans chaque pays, des comités de professionnels éducatifs réunissant animateurs et enseignants seront organisés dans une démarche de partage d'expériences, de traitement des cas de vulnérabilités et de déscolarisation identifiés. Le projet explore aussi un mécanisme *peers-to-peers* en accompagnant des clubs de jeune dans le développement d'initiatives en faveur de l'objectif global d'une éducation inclusive.

Enfin le projet a pour objectif de former des étudiants de la Faculté d'EPS de l'Université de Pristina à la méthode Playdagogie ainsi que de continuer son travail d'intégration et d'accréditation au curriculum d'éducation pour la paix développé par le MEST.

PARTENARIATS

Le projet *Ejo* est l'objet d'une note d'intention ONG déposée auprès de l'**Agence Française de Développement** afin de cofinancer l'initiative à hauteur de **2 millions d'euros**.

Au Burundi, l'association finalise l'instruction d'un financement auprès du **Partenariat Mondial pour l'Éducation**, géré par la division Education, Formation, Emploi de l'AFD.

Sous réserve de validation, *Ejo* bénéficierait d'un soutien de près de 60% du budget global. Dans le cadre de l'implication du Playlab dans le projet (l'incubateur Afrique de l'Ouest, l'action-recherche), PLAY impliquera un laboratoire rattaché à un UFR STAPS d'une Université française.



Un projet aligné sur les Objectifs de Développement Durable

